L'HOMME

L'Homme

Revue française d'anthropologie

219-220 | 2016

Pacifications urbaines

Africa

, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, 151 p.

Dominique Vidal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29160>

DOI : 10.4000/lhomme.29160

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 29 novembre 2016

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Dominique Vidal, « Africa », *L'Homme* [En ligne], 219-220 | 2016, mis en ligne le 28 novembre 2018, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29160> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.29160>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

Africa

, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, 151 p.

Dominique Vidal

Laurent Fourchard & Aurelia Segatti, eds, *Africa*, 2015, 85 (1) : *The Politics of Exclusion and Inclusion in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, 151 p.

- 1 LA VIE en commun dans les villes africaines a été étudiée aussi bien par le prisme des conflits opposant des groupes définis par une appartenance revendiquée ou attribuée, que par celui des multiples formes d'échange et de coopération qui, à l'inverse, voient des individus d'origines diverses dépasser les assignations identitaires. Les recherches menées au cours de la dernière décennie n'échappent pas à ce constat, et force est de constater que la variété des termes utilisés pour qualifier les nombreuses situations observées n'a guère contribué à fournir une grille de lecture stabilisée des processus à l'œuvre. S'il n'entend pas produire une analyse unifiée de ce qui se joue sur le continent autour des questions associées aux thèmes de la xénophobie et de la citoyenneté, ce dossier thématique de la revue *Africa*, coordonné par Laurent Fourchard et Aurelia Segatti, ouvre cependant des pistes nouvelles pour en rendre compte.
- 2 Dans leur introduction bien étayée par une revue de la littérature, Laurent Fourchard et Aurelia Segatti relèvent d'abord le nombre croissant de mots employés pour qualifier des comportements engageant l'appartenance à un ensemble territorial : « nativisme », « indigénéité », « autochtonie », « ethnicité » et, parfois, « xénophobie ». Ce dernier terme renvoie aux pratiques discriminatoires dont des non-nationaux sont l'objet de la part de nationaux, et son utilisation de plus en plus fréquente découle des conséquences des constructions de communautés nationales dans un contexte postcolonial. La xénophobie, telle qu'elle est entendue dans ce numéro, renvoie à la « systematic situated (in one institution) or cross-cutting construction that sees strangers as a threat to society, justifying their exclusion and, at times, their suppression » (p. 2). Elle a en cela parfois les caractéristiques de l'autochtonie, concept beaucoup plus étudié qui insiste sur le sentiment d'appartenance d'une population à un

territoire. Pour autant, Laurent Fourchard et Aurelia Segatti considèrent que ni « xénophobie » ni « autochtonie », pas plus d'ailleurs que les autres termes communément employés en Afrique pour qualifier l'affirmation de l'appartenance, ne sont susceptibles de donner lieu à un concept opératoire. C'est aussi pourquoi il est préférable, selon eux, de les considérer comme des catégories ordinaires utilisées par les acteurs et de comprendre ce à quoi renvoie leur usage.

- 3 Tirées d'enquêtes ethnographiques, les contributions rassemblées dans ce dossier portent sur quatre pays (le Nigeria, la République démocratique du Congo, le Kenya et l'Afrique du Sud), où des manifestations de rejet des étrangers comme des mobilisations s'y opposant ont entraîné une grande variété de discours et de pratiques. Ces pays se caractérisent, en outre, par une forte croissance démographique, une sensibilité accentuée aux inégalités et une urbanisation qui ne s'accompagne pas suffisamment de créations d'emplois pour absorber les nouveaux venus en ville. Le parti pris de se concentrer sur ce qui rapproche et ce qui différencie les cas étudiés permet tout d'abord à Laurent Fourchard et Aurelia Segatti de montrer en quoi il est essentiel d'historiciser les environnements xénophobes pour faire apparaître les « différents répertoires de l'appartenance et de l'exclusion » (p. 4). Il en ressort notamment deux moments historiques majeurs : la référence à l'autochtonie lors de la formation des États coloniaux et postcoloniaux, puis, à partir des années 1990, les revendications d'appartenance favorisées par des contextes de démocratisation et de décentralisation. Le choix d'une approche ethnographique permet aussi de documenter de façon précise la production ordinaire de la différence et du commun, en mettant en évidence l'importance de l'échelle locale et du monde urbain. Les flambées de violence ne sont effectivement intelligibles qu'une fois reconstituées les configurations spécifiques où elles surviennent et, du reste, ce sont bien souvent des inégalités de classe croissantes que les propos xénophobes traduisent. Ces différentes études de cas font enfin ressortir des situations nationales contrastées, ainsi que des formes spécifiques du gouvernement de l'inclusion et de l'exclusion. L'État joue évidemment un rôle majeur dans la production des discriminations, qu'il choisisse de ne pas les voir ou de les institutionnaliser. Il peut également se manifester en tant qu'arène politique où une pluralité d'acteurs s'exprime. Cet angle d'analyse révèle à ce titre aussi bien la participation de l'institution étatique aux pratiques xénophobes que l'action de toutes les forces qui la contrecarrent, une dimension que la tonalité alarmiste de nombreux travaux avait jusqu'à présent reléguée au second plan. Il n'en reste pas moins, concluent Laurent Fourchard et Aurelia Segatti, que les arrangements informels comme les processus de réconciliation se caractérisent par leur fragilité, même si, de toute évidence, les ensembles politiques que constituent les villes africaines s'avèrent des lieux de contestation des formes exclusives de citoyenneté.
- 4 Dans l'article qui suit cette introduction, Aurelia Segatti s'intéresse aux conséquences de la demande adressée aux autorités par plusieurs syndicats de détaillants congolais, qui souhaitent l'application d'une loi de 1973 interdisant aux étrangers de posséder des petites entreprises et de pratiquer la vente au détail. Cette loi, qui s'inscrivait à l'époque dans le cadre de la politique d'« indigénisation » de l'économie du général Mobutu, voit aujourd'hui s'allier des bénéficiaires appauvris de ce régime et la population des vendeurs de rue de Kinshasa. Les accents xénophobes entendus à l'occasion puisent dans des registres variés, ancrés dans un discours nationaliste complexe, sans pour autant que se dégagent clairement les contours de l'identité nationale. De leur côté, les contre-mobilisations d'associations de commerçants

étrangers parviennent à contrarier l'action des syndicats congolais, au moyen notamment d'arrangements à l'échelle micro-locale entre nationaux et non-nationaux, qui manifestent une façon partagée d'« être kinois » transcendant les autres formes d'appartenance.

- 5 Le texte de Sandrine Vinckel nous conduit dans la partie méridionale de la République démocratique du Congo pour étudier les interactions quotidiennes entre Katangais et Kasaïens à Likezi et Kolwezi, deux villes de la province du Katanga. La campagne pour l'élection présidentielle de 2011 a ravivé le discours d'autochtonie des Katangais qui, au début des années 1990, avait donné lieu à des violences contre les Kasaïens. Si une longue période de coexistence pacifique entre ces deux populations, régie par le silence et des stratégies d'évitement, s'était ensuivie, la crainte de voir élire le leader de l'opposition, le Kasaïen Étienne Tshisekedi, raviva les tensions et bouleversa les routines ordinaires qui réglaient la vie urbaine. À cette occasion, un enjeu national s'est donc répercuté au niveau régional (l'autre candidat, Joseph Kabila, étant soutenu par des dirigeants politiques katangais) en ayant des incidences sur la vie des citoyens. Cette situation de crise s'est traduite par une cristallisation des identités collectives qui empêcha Katangais et Kasaïens d'envisager leurs relations autrement que sous la forme de celles de deux groupes polarisés.
- 6 Deux autres articles portent sur la situation contrastée du Nigeria. Laurent Fourchard analyse finement les enjeux qui entourent l'attribution de certificats d'indigénité dans l'État de Oyo, dans le sud-ouest du pays. La distinction entre indigènes et non-indigènes a beau être inscrite dans l'histoire du Nigeria et avoir donné lieu à de nombreux conflits et pratiques de discrimination de la part des administrations locales, elle n'en est pas moins banalisée dans le cas étudié. D'une part, l'obtention dudit certificat, qui facilite l'accès à l'université, à des emplois publics et à des services de base, peut se faire sans trop de difficultés par des non-indigènes disposés à en payer le prix ou impliqués dans des relations de patronage. D'autre part, la discrimination subie par ceux qui ne le possèdent pas est acceptée par ces derniers, pour lesquels cette pratique est tellement ancrée dans la normalité au Nigeria qu'on ne saurait s'y opposer frontalement. Cette domination consentie s'explique, selon Laurent Fourchard qui reprend ici l'expression de Michel Foucault, par la « douceur insidieuse » de l'État. À Ibadan, en effet, les quartiers où résident les non-indigènes ne font pas l'objet d'une politique discriminatoire, les conditions y étant même souvent meilleures que dans les quartiers des indigènes. Il n'en reste pas moins que, dans cette ville comme dans le reste du Nigeria, les arrangements institutionnels censés garantir des équilibres entre les groupes définis selon des lignes ethniques se caractérisent par une fragilité toujours susceptible de déboucher sur des violences.
- 7 Adam Higazi et Jimam Lar consacrent, de leur côté, une étude aux États mitoyens à majorité musulmane de Bauchi et Gombe, situés au nord-est du Nigeria. Alors qu'ils ont une démographie comparable, ces deux États enregistrent des niveaux de violence ethnoreligieuse fortement disparates, qui s'expliquent par le fait que, même si les groupes minoritaires (chrétiens ou musulmans) dans certaines régions administratives se plaignent de discriminations de la part du groupe localement majoritaire, l'État de Gombe a instauré un mode de gouvernement et de règlement des conflits plus inclusif que celui de Bauchi. Les différences religieuses n'y créent notamment pas de frontières sociales rigides, comme en témoigne, à l'échelon local, l'existence de réseaux de parenté multireligieux et d'amitiés entre individus de confessions variées. La religion

peut de ce fait y être moins utilisée comme un ferment de mobilisation qu'elle ne l'est dans l'État de Bauchi. L'insertion des groupes minoritaires dans les relations de patronage qui prévalent dans l'État de Gombe constitue, en outre, un autre facteur limitant les tensions interethniques et interreligieuses, à la différence du Bauchi où certains groupes ne voient aucune reconnaissance des domaines d'autorité qu'ils revendiquent. Ce sont donc des façons distinctes qu'ont les pouvoirs traditionnels de faire se rencontrer le social et le politique qui sont à l'origine des différences dans les niveaux de violence collective que connaissent ces deux États voisins.

- 8 Dans le même ordre d'idées, la recherche menée par Loren Landau à Ongata Rongai, espace urbain situé à la périphérie de Nairobi, montre que des formes de convivialité entre résidents de différents groupes ethniques peuvent localement prévaloir dans un pays pourtant traversé par des conflits liés à la terre et à l'appartenance. La population de ce district, qui a commencé à s'installer au début des années 1980 pour atteindre près de 45000 habitants en 2009, rejette les pratiques politiques fondées sur l'origine ethnique et promeut des usages de sociabilité inclusifs rarement observés ailleurs au Kenya. Ces caractéristiques de la sociabilité à Ongata Rongai proviennent, d'une part, de l'absence de revendication territoriale sur cet espace par un groupe ethnique spécifique, ce qui entretient parmi sa population le mythe fondateur d'un espace où le sol est équitablement réparti et la vie pacifique, et, d'autre part, du souvenir traumatique de violences xénophobes et de déplacements forcés qu'une partie des habitants a connus dans d'autres régions du pays. Il en découle, selon Loren Landau, une forme de « cosmopolitisme vernaculaire », expression forgée par Pnina Werbner, qui, dans cette banlieue de Nairobi, n'a rien d'un simple accord tacite sur le mode de vie à observer, mais a, au contraire, engendré un véritable *ethos* et une subjectivité politique originale. Les résidents revendiquent, par exemple, le fait d'« être cosmo », pour refuser toute entreprise de mobilisation sur une base ethnique et affirmer des principes de tolérance. Le cas de Ongata Rongai, aussi exceptionnel soit-il, conduit ainsi Loren Landau à nuancer la portée des travaux qui se cantonnent à la force des identifications ethniques dans la vie sociale et les comportements politiques en Afrique.
- 9 Le dernier article de ce dossier porte sur la mobilisation contre les étrangers dans une zone d'habitat informel de la région du Gauteng en Afrique du Sud. Contrairement à la littérature dominante qui voit essentiellement dans les mobilisations des habitants une forme de subjectivation politique et un renouveau de la pratique démocratique, Tamlyn Monson éclaire un aspect central, mais occulté, de la vie dans ces espaces : nationaux et étrangers partagent certes les mêmes difficultés au quotidien, mais la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie mobilise bien davantage ceux de nationalité sud-africaine qui y résident de longue date, que ceux qui sont arrivés plus récemment des pays limitrophes. Les premiers reprochent en particulier aux seconds leur manque d'engagement dans un combat qui se perçoit comme le prolongement direct de revendications anciennes, nées lors de la lutte des Noirs sud-africains contre l'apartheid. Or, le nouveau régime post-apartheid n'a pas fondamentalement amélioré les conditions de logement d'une majorité de résidents de ces zones informelles, pour lesquels le plein accès à la citoyenneté sociale semble, sous cet aspect, aussi éloigné aujourd'hui qu'il l'était hier. L'attentisme des étrangers est, pour cette raison, perçu par ces pauvres sud-africains comme une atteinte à leur communauté politique. Tamlyn Monson part de ce constat pour se démarquer des analyses qui attribuent les violences contre les étrangers dans l'Afrique du Sud post-apartheid aux discours xénophobes des élites ou à l'action de leaders locaux. Le mot « xénophobie » lui semble

de même prêter à confusion dans le contexte sud-africain, où il est abondamment employé par les médias et les acteurs politiques. Selon l'auteure, en effet, les mobilisations contre les étrangers témoignent non pas d'une haine irrationnelle de l'autre, mais d'une demande insatisfaite d'inclusion exprimée par ceux qui ont été historiquement marginalisés.

- 10 En somme, ce numéro thématique de la revue *Africa* réussit le pari de laisser entrevoir une série de chantiers pour des recherches futures, à partir de travaux récents et d'une connaissance précise des débats en cours. L'approche ethnographique choisie par ses auteurs informe avec succès sur des questionnements au centre des préoccupations des chercheurs qui travaillent sur le politique, qu'ils se réclament de l'anthropologie, de la science politique ou de la sociologie. En faisant ressortir l'intersection du social et du politique, elle contribue, par une approche par le bas, à enrichir les discussions sur les processus de démocratisation et le phénomène démocratique en Afrique. Les spécialistes des études urbaines trouveront également dans les articles rassemblés ici matière à réfléchir sur les sociabilités dans les villes africaines contemporaines. Leurs auteurs ne convergent pas vers une position unique, si ce n'est de s'accorder justement sur l'impossibilité de proposer une analyse applicable à toutes les situations. Tous soulignent au contraire la labilité des contextes urbains, où peuvent naître soudainement tant des flambées xénophobes qu'une forme de résilience, qui montre qu'indigènes et non-indigènes, ou étrangers et nationaux, savent vivre en bonne intelligence. On pourra toujours regretter que les auteurs de ce numéro ne se risquent pas à comparer leurs résultats de recherche avec les connaissances accumulées sur d'autres aires géographiques que l'Afrique, mais telle n'était pas leur intention initiale, et rien n'interdit, du reste, de mobiliser leurs travaux pour s'engager dans cette entreprise.